

Précarité étudiante: une mission sénatoriale dresse un "constat sévère"

Paris, 7 juil. 2021 (AFP) -

Décentraliser les capacités d'accueil universitaires, remettre à plat le système de bourses, avoir une politique ambitieuse pour le logement: une mission d'information sénatoriale sur les conditions de la vie étudiante en France a rendu mercredi ses propositions face au "manque de vigilance des pouvoirs publics".

Après "trois mois de travail intense avec un grand nombre d'auditions pour aboutir à un rapport, le constat que nous faisons est sévère sur les politiques de logement, de revenus, de santé et de question alimentaire", explique Laurent Lafon, sénateur (centriste) du Val-de-Marne, qui a mené cette mission d'information.

Il évoque "un manque de vigilance des pouvoirs publics quant à la question de la vie étudiante. L'augmentation de la population étudiante n'a pas été suivie d'efforts suffisants pour les accueillir dans de bonnes conditions. Plus l'enseignement supérieur intègre d'étudiants, moins la qualité de la vie étudiante a fait l'objet de réelles politiques publiques", poursuit-il.

Ce rapport a été voté à l'unanimité mardi par les sénateurs membres de la mission.

"La crise du Covid a été pour l'opinion publique un révélateur de cette fragilité qui touche les étudiants et un amplificateur des difficultés rencontrées par ces étudiants", dit Laurent Lafon, décrivant aujourd'hui "une crise sur l'accompagnement des étudiants", avec "des actions qui sont insuffisantes pour permettre une réussite du plus grand nombre".

Ce constat a amené cette mission à faire une cinquantaine de propositions.

"L'idée phare est d'arriver à replacer l'organisation de l'enseignement supérieur dans une politique d'aménagement du territoire : quand on regarde la carte universitaire, elle est concentrée autour de grands pôles, qui se fait au détriment de pôles de taille plus humaine pourtant plus à même de bien accompagner individuellement les étudiants", assure Laurent Lafon.

Il y a aussi la nécessité selon lui de "revoir le système de bourses". "C'est un paradoxe: l'Etat engage chaque année 5,4 milliards d'euros mais in fine, on retrouve des étudiants aux Restos du coeur, se pose donc la question de l'efficacité de ce système. On demande à ce qu'il soit revu, en évitant notamment les effets de seuil", propose-t-il.

Concernant le logement, il note que "malgré les plans répétés, on est dans certaines zones, notamment en Ile-de-France, dans un déficit de constructions. Il manquerait 25.000 logements étudiants", ajoute-t-il, évoquant la nécessité d'une "territorialisation avec des objectifs de constructions".

asm/pgazl

Afp le 07 juil. 21 à 17 41.

